

Budget 2017 : les autorités burundaises n'ont « plus de marge de manœuvre »

RFI, 06-01-2017 AFRIQUE ÉCONOMIE Burundi : l'Etat mise sur ses ressources internes pour financer le budget 2017 Au Burundi, le président Pierre Nkurunziza [photo] a promulgué samedi 31 décembre 2016, la loi portant sur la fixation du budget général 2017. Un budget en hausse de 5% par rapport à 2016, mais qui prévoit un déficit de 3% par rapport à l'année dernière. Dans un pays où la majorité de la population se paupérise de plus en plus, le gouvernement a pourtant prévu de nouvelles taxes pour compenser la diminution des aides extérieures.

Après la suspension d'une partie de l'aide budgétaire extérieure l'année dernière, le Burundi doit financer son budget général pour cette année 2017 avec 70% de ses ressources internes. C'est 20% de plus par rapport aux dix dernières années. Où l'Etat compte trouver le cinquième de son fonctionnement ? Désiré Murashitse, porte-parole du ministère des Finances : « On a un peu rehaussé certaines taxes au niveau de la grande consommation des ménages ; mais le déficit sera aussi plus financé par l'endettement intérieur et l'endettement extérieur. » L'économie du Burundi s'enfonce depuis le début de la réélection « controversée » du président Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat. Pour Prime Nyamoya, économiste consultant auprès de la BAD, la Banque africaine de développement, les autorités burundaises n'ont « plus de marge de manœuvre ». « L'augmentation des taxes sur la bière et sur les produits pétroliers ne peut qu'accélérer l'inflation. D'autre part, le pays a déjà épuisé ses capacités d'emprunt, puisque l'émission des obligations auprès du secteur financier a atteint ses limites. Par conséquent, si le gouvernement continue d'appliquer cette politique, nous allons tout simplement assister à une accélération de l'inflation et à l'érosion du pouvoir d'achat des salariés. Nous pouvons avoir une monnaie qui ne représenterait presque plus rien. » Pour redresser l'économie, les choix du gouvernement burundais sont inadéquats, selon le président de l'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques. Gabriel Rufyiri propose certaines pistes : « Il faut tout faire pour équilibrer la balance commerciale, en développant les secteurs porteurs de croissance, les secteurs thé, coton, café, minier et d'autres domaines qui pourraient générer un côté des devises mais aussi remorquer d'autres domaines. » Avec la hausse des taxes de cette année, les Burundais devront réduire, voire abandonner la consommation de certains produits, selon Pierre Nduwayo, le porte-parole de l'Association burundaise des consommateurs. « Il y a certains produits, comme le sucre, dont les prix viennent d'être rehaussés à plus de 16%. Le sucre est un produit vital, mais d'autres produits pour lesquels même si on s'en abstient, il n'y aura pas de problème. Heureusement que les Burundais ne vont offrir que des produits qui sont essentiels. »

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});